



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

aide au développement

Question au Gouvernement n° 2791

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean-Yves Gateaud, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Yves Gateaud. Ma question s'adresse à M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

On les appelle d'un sigle pudique les PMA: ce sont les «pays les moins avancés». Depuis vingt ans, la communauté internationale a décidé de leur consacrer un effort particulier et une conférence des Nations unies travaille avec eux en ce moment même à Bruxelles. Une question de simple bon sens se pose donc: quels sont les objectifs de cette conférence ? Débouchera-t-elle sur un programme permettant effectivement le décollage économique de ces pays, pauvres entre les pauvres ?

M. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, a interpellé ainsi les pays riches: «C'est la troisième conférence sur les PMA à se tenir en l'espace de vingt ans; or, en vingt ans, au lieu de se raccourcir, la liste des pays les moins avancés s'est allongée.» Ils étaient en effet vingt-cinq il y a trente ans; ils sont quarante-neuf aujourd'hui, c'est-à-dire le double. Ces chiffres, vous le savez, recouvrent une réalité tragique, faite de famines, de malnutrition, de désertification, de maladies, de guerres, de migrations désespérées. C'est moralement inacceptable et humainement insoutenable. C'est dangereux aussi, car porteur de déséquilibres et de conflits.

Que faisons-nous et qu'allons-nous faire, que ce soit au niveau européen ou national, face à cette détresse croissante et indigne ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Monsieur le député, la troisième conférence sur les PMA se tient en effet à Bruxelles. La France avait accueilli les deux premières en 1981 et en 1990, et elle a voulu que la première conférence organisée par l'Union européenne sous l'égide des Nations Unies leur soit précisément consacrée. Le Président de la République l'a ouverte, en présence notamment de Kofi Annan et du Premier ministre suédois.

Les PMA étaient vingt-six en 1971, quand le sigle a été créé; ils sont aujourd'hui quarante-neuf. Ce phénomène s'explique clairement par la conjugaison de leurs handicaps - vulnérabilité économique; production économique insuffisante et plus faible que l'accroissement de la population; endémies meurtrières, et pas seulement le sida - et de la guerre. Une guerre sous toutes ses formes, que les Etats se livrent, comme celle, totalement archaïque, comme celle que l'Erythrée et l'Ethiopie viennent à peine de terminer; une guerre, surtout, que des Etats peu armés qui ne peuvent pas trouver de force dans la légitimité de la volonté populaire, mènent contre des rebellions qui dissimulent parfois, sous des oripeaux politiques, la simple volonté de conserver ou de conquérir une mine d'or, de diamant ou des champs de pavot pour en vivre; c'est aussi cela, la réalité des PMA.

La France a voulu inscrire trente-quatre de ces pays dans sa zone de solidarité prioritaire. Nous aurons seulement dimanche, à la fin de la conférence, les conclusions auxquelles aura abouti ce dialogue entre les responsables politiques, les organisations internationales et les représentants de la société civile. Ceux-ci sont en effet très présents dans le débat, ce qui est nouveau par rapport aux premières conférences.

Si vous le voulez bien, nous ferons le bilan mardi prochain, puisque, dans le cadre de la réforme de la coopération, nous sommes convenus d'un rendez-vous désormais annuel. Mais je voudrais dès à présent vous donner ce que je considère comme trois bonnes nouvelles, à la préparation desquelles la France a beaucoup participé.

La première, c'est l'effacement de la dette: vingt pays ont déjà atteint l'objectif, vingt autres s'y préparent. La France fera le plus gros effort puisqu'elle y consacra quelque 10 milliards d'euros.

La deuxième, c'est l'ouverture du marché européen aux productions des pays les moins avancés. Tout sauf les armes: c'est la convention que nous avons fait adopter, et je veux saluer le travail formidable de Pascal Lamy pour faire avancer ce dossier.

La troisième bonne nouvelle, c'est le déliement de l'aide, décidé dans le cadre de l'OCDE, qui augmente la liberté des pays bénéficiaires d'utiliser l'aide publique au développement.

Enfin...

M. le président. Vous avez encore beaucoup de bonnes nouvelles à nous annoncer, monsieur le ministre ? (Sourires.)

M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie. La dernière bonne nouvelle, monsieur le président, c'est que la volonté d'une meilleure gouvernance et de la lutte contre la corruption n'est plus l'apanage des pays donateurs, mais est désormais partagée par les pays en développement. Cela, il faut vraiment l'encourager ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Yves Gateaud](#)

Circonscription : Indre (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2791

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : coopération

Ministère attributaire : coopération

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 mai 2001, page 2969

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 mai 2001